













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA REALISATION
DE TRAVAUX DE STABILISATION, D'ETANCHEMENT
DE DIGUE, DE PROTECTION ET DE
CONFORTEMENT DE BERGE SUR LE PERIMETRE
DE LA DIRECTION TERRITORIALE DU NORD EST**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Nord Est
Bâtiment Skyline
169 rue de Newcastle
CS 80062
54036 NANCY CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA REALISATION DE TRAVAUX DE STABILISATION, D'ETANCHEMENT DE DIGUE, DE PROTECTION ET DE CONFORTEMENT DE BERGE SUR LE PERIMETRE DE LA DIRECTION TERRITORIALE DU NORD EST
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	4 ans
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés Intervenants étrangers.....	5
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Intervenants	7
3.1 - Conduite d'opération.....	7
3.2 - Cotraitance	7
3.3 - Sous-traitance	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Missions.....	8
6 - Durée et délais d'exécution	9
6.1 - Durée du contrat	9
6.2 - Justification de la durée de l'accord-cadre	9
7 - Prix.....	10
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
7.2 - Forfait de rémunération	10
7.3 - Modalités de variation des prix	10
8 - Avance	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	11
9 - Modalités de règlement des comptes.....	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
9.2 - Pourcentage de rémunération par élément.....	12
9.3 - Présentation des demandes de paiement.....	12
9.4 - Délai global de paiement	13
9.5 - Paiement des cotraitants	13
9.6 - Paiement des sous-traitants.....	13
10 - Engagement du maître d'œuvre	13
10.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux	13
10.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux	14
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
11.1 - Présentation des livrables	14
11.2 - Emission des ordres de services	18
11.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....	18
11.4 - Instruction des mémoires en réclamation	19
11.5 - Arrêt de l'exécution des prestations	19
11.6 - Achèvement de la mission.....	19
12 - Développement durable	19
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	19
14 - Pénalités.....	19
14.1 - Pénalités de retard.....	19
14.2 - Autres pénalités spécifiques	21
15 - Assurances	21
16 - Résiliation du contrat.....	21
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	21
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	21

17 - Règlement des litiges et langues.....	22
18 - Clauses complémentaires	22
19 - Dérogations.....	22

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA REALISATION DE TRAVAUX DE STABILISATION, D'ETANCHEMENT DE DIGUE, DE PROTECTION ET DE CONFORTEMENT DE BERGE SUR LE PERIMETRE DE LA DIRECTION TERRITORIALE DU NORD EST

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

L'ensemble du réseau de la Direction Territoriale Nord Est

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou en tranches.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit de :

- La Directrice de la DT Nord-Est de VNF;
- Toutes les personnes disposant d'une délégation de signature dans la limite de leurs attributions

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le numéro d'EJ fourni par VNF
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la zone d'étude
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- le nom et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi de l'opération

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 2 ans.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 9.3 du CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français." En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail. »

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

A/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG.

C/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 14.1 du présent CCAP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'oeuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Les bons de commande

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même. Madame la Directrice de la Direction Territoriale du Nord Est.

3.2 - Cotraitance

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R.2142-6 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupement mentionnées supra, l'un des opérateurs économiques, désigné dans la candidature et l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

L'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sera notifié qu'au titulaire du marché par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG MOE

3.3 - Sous-traitance

L'article R.2193-1 de la commande publique dispose que le titulaire d'un marché public (de services ou de travaux ainsi que de fournitures nécessitant des travaux de pose ou installation ou comprenant des prestations de service) peut, dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique, la société

peut présenter son ou ses sous-traitants à l'acheteur, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

- Un formulaire DC4 (modèle disponible gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) dûment complété mentionnant :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées.

L'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sera notifié qu'au titulaire du marché par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG MOE

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut faire ni usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2430-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission témoin :

Mission(s)	Désignation
DET	Direction de l'exécution des travaux

Mission(s)	Désignation
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
DIA	Etudes de diagnostic
AVP-PRO	Etudes d'avant projet - projet
PAL	Assistance pour la réalisation du bon de commande du marché accord cadre de VNF

Missions complémentaires :

Mission(s)	Désignation
PRE	Assistance à l'exécution des études pré opérationnelles couvertes par un marché
DET+	Réunion de chantier supplémentaire
DLE	Rédaction du dossier de déclaration loi sur l'eau
AUE	Assistance à maître d'ouvrage dans la procédure d'autorisation environnementale
URG	Intervention d'urgence
PAC	Dossier de porter à connaissance

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 6 mois.

6.2 - Justification de la durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour le motif suivant : La durée d'exécution d'un bon de commande comprenant une mission de suivi de travaux émit en fin de marché pourra dépasser cette date limite de 6 mois afin de permettre le suivi de la mission jusqu'à son terme.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires réellement exécutés selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération fixé à l'acte d'engagement est définitif.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

7.3 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG MOE, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule : $C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING(n) / ING(o))$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG - Maîtrise d'œuvre, le décompte général ne sera rendu définitif qu'après transmission de celui-ci par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre .

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DET	En fonction de l'avancement des travaux	80.0
DET	Après l'accord de l'entrepreneur sur leur DGD	20.0
AOR	Après la réception de la dernière proposition de levée des réserves	65.0
AOR	Après la levée des réserves	15.0
AOR	A la remise du DOE	15.0
AOR	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0
VISA	A l'issue de la période de préparation des travaux	50.0
VISA	Après visa du dernier plan prévu dans le programme des études d'exécution	50.0
DIA	A la remise du dossier	70.0
DIA	A l'approbation du maître d'oeuvre	30.0
AVP-PRO	A la remise du dossier	70.0

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
AVP-PRO	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0
PAL	signature du MOA du premier bon de commande de démarrage des TX	100.0
PRE	Valid. du dernier rapport d'étude préopér. du prestataire spéc	100.0
DET+	A la date d'achèvement des travaux (DAT)	100.0
DLE	Au dépôt par le RPA auprès de l'entité compétente du DLE	50.0
DLE	Dès notification de la décision définitive de l'entité administrative compétente	50.0
AUE	Au dépôt par le RPA du dossier d'autorisation	50.0
AUE	Dès notification de la décision définitive de l'entité administrative compétente	50.0
URG	Dès valid. par le MOA de la note tech. prog. de TX de répar. de l'ouvrage	100.0
PAC	Dès notification de la décision définitive de l'entité administrative compétente	100.0

9.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de chaque acte d'engagement.

9.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) :13001779101404

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

10 - Engagement du maître d'œuvre

10.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Les dispositions décrites ci-dessous concernent l'engagement du maître d'œuvre pour chaque bon de commande lié au marché de maîtrise d'oeuvre.

Au stade AVP/PRO, le maître d'œuvre établit et s'engage sur un coût prévisionnel des travaux de battage de palplanches dont le montant comprend toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage pour chaque bon de commande du présent marché accord cadre.

Le coût prévisionnel des travaux de battage de palplanches ne comprend pas le coût de la livraison et de la fourniture des palplanches métalliques.

Le coût prévisionnel des travaux de battage de palplanches sera repris dans la décision d'approbation de la mission par le maître d'ouvrage.

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à la date de la

notification de l'acte prescrivant de démarrer l'élément de mission AVP/PRO.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifier le programme des travaux, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée. Un bon de commande modificatif dans le cadre du marché pourra être établi afin de prendre en compte ladite modification du besoin.

10.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

(DET) * C

Prix de l'élément de mission DET : prix unitaire rémunéré forfaitairement de manière définitive

Taux (DET) : Taux de rémunération appliqué à la réalisation de l'élément de mission DET proposé par le titulaire dans le bordereau de prix unitaire (BPU). Le Taux est exprimé en %.

C : Montant des travaux de battage de palplanches métalliques arrêté au stade de l'élément de mission AVP/PRO ou le cas échéant le montant du bon de commande des travaux de battage des palplanches métalliques notifié à l'entreprise de travaux.

Une décision RPA notifiée au titulaire mentionnera le montant des travaux à prendre en compte pour le calcul du prix de rémunération de l'élément de mission DET. C est exprimé en euros HT.

Le coût prévisionnel des travaux de battage de palplanches ne comprend pas le coût de la livraison et de la fourniture des palplanches métalliques.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

La notification des ordres de service, bons de commande, d'une décision, observation ou information faisant courir un délai être effectuée par le biais du profil d'acheteur permettant ainsi de déterminer de façon certaine la date et l'heure.

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
DET PROG PRES ENCE	Programme de présence prévisionnelle de chantier	3 jours	2
DET CR	Compte rendu	2 jours	1

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
DET CONS TAT	Constats	2 jours	2
DET NOTI F	Notification des décisions du RPA	5 jours	2
DET ETAT AVAN CEM.	Etat d'avancement	7 jours	2
DET POIN TS ARRE TS	Point d'arrêts	3 jours	2
AOR OPR	Procéder aux opérations préalables à la réception	20 jours	2
AOR PROP . RECE P.	Proposition de réception	10 jours	2
AOR DOE	Dossier des ouvrages exécutés	15 jours	4
AOR DESO RDRE	Examen des désordres	10 jours	2
AOR PV RESE RVE	PV de levée des réserves	10 jours	2
VISA 1ER	Première présentation au VISA	5 jours	2
VISA MODI F	Présentation après modification(s)	5 jours	2
DIA	Remise du rapport DIA et présentation	45 jours	2
AVP- PRO	Etudes d'avant projet- études de projet	30 jours	2
PAL CR	Compte rendu de visite sur site	10 jours	2
PAL BC	Détermination des quantitatifs et délai d'exécution	5 jours	2
DEF ETUD ES PREO P.	Définition du contenu des différentes études pré opérationnelles à réaliser	20 jours	2
PRE REALI SATI ON	Réalisation de la totalité des cahiers des charges techniques des études préop.	40 jours	2
PRE VALID	Validation par le titulaire de chaque rapport de chaque étude pré opé.	20 jours	2

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
DET+ PRES ENCE SUP.	Programme de présence supplémentaire prévisionnelle de chantier	3 jours	2
DET+ CR	Compte-rendu	2 jours	2
DET+ PTS ARRE TS	Point d'arrêts	3 jours	2
DLE	Elaboration du dossier de déclaration loi sur l'eau	30 jours	4
AUE BE	Rédaction du cahier des charges pour le recrutement d'un bureau d'étude spécial.	20 jours	2
AUE RAPP ORT	Rapport analyse des offres pour choisir le bureau d'étude spécialisé	15 jours	2

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations selon les bons de commandes.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage.

A titre indicatif, la décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais prévisionnels suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
DET PROG PRES ENCE	Programme de présence prévisionnelle de chantier	8 jours
DET CR	Compte rendu	8 jours
DET CONS TAT	Constats	8 jours
DET NOTI F	Notification des décisions du RPA	8 jours
DET ETAT AVAN CEM.	Etat d'avancement	8 jours
DET POIN TS ARRE TS	Point d'arrêts	8 jours
AOR OPR	Procéder aux opérations préalables à la réception	8 jours
AOR PROP . RECE P.	Proposition de réception	8 jours

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
AOR DOE	Dossier des ouvrages exécutés	8 jours
AOR DESO RDRE	Examen des désordres	8 jours
AOR PV RESE RVE	PV de levée des réserves	8 jours
VISA 1ER	Première présentation au VISA	8 jours
VISA MODI F	Présentation après modification(s)	8 jours
DIA	Remise du rapport DIA et présentation	10 jours
AVP- PRO	Etudes d'avant projet- études de projet	10 jours
PAL CR	Compte rendu de visite sur site	10 jours
PAL BC	Détermination des quantitatifs et délai d'exécution	8 jours
DEF ETUD ES PREO P.	Définition du contenu des différentes études pré opérationnelles à réaliser	8 jours
PRE REALI SATI ON	Réalisation de la totalité des cahiers des charges techniques des études préop.	8 jours
PRE VALID	Validation par le titulaire de chaque rapport de chaque étude pré opé.	8 jours
DET+ PRES ENCE SUP.	Programme de présence supplémentaire prévisionnelle de chantier	8 jours
DET+ CR	Compte-rendu	8 jours
DET+ PTS ARRE TS	Point d'arrêts	8 jours
DLE	Elaboration du dossier de déclaration loi sur l'eau	8 jours
AUE BE	Rédaction du cahier des charges pour le recrutement d'un bureau d'étude spécial.	8 jours
AUE RAPP ORT	Rapport analyse des offres pour choisir le bureau d'étude spécialisé	8 jours

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG-MOE, Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations seront considérées admises qu'à compter de la réception par le maître d'œuvre de la décision d'admission de l'élément de mission établie par le maître d'ouvrage.

11.2 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 100,00 €.

11.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation. Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 6 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

11.4 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 20 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

11.5 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet de l'accord-cadre, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

11.6 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'œuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Dans ce contexte, le candidat devra a minima procéder à dématérialiser les rapports ou les documents.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, les pénalités sont appliquées sans une mise en demeure adressée au titulaire. Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, les montants des pénalités de retard sont les suivants.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
DET PROG PRESENCE	30,00 €
DET CR	30,00 €
DET CONSTAT	30,00 €
DET NOTIF	30,00 €
DET ETAT AVANCEM.	30,00 €
DET POINTS ARRETS	30,00 €

Code livrable	Pénalité
AOR OPR	1,00/50
AOR PROP. RECEP.	30,00 €
AOR DOE	50,00 €
AOR DESORDRE	30,00 €
AOR PV RESERVE	30,00 €
VISA 1ER	30,00 €
VISA MODIF	30,00 €
DIA	1,00/50
AVP-PRO	1,00/50
PAL CR	50,00 €
PAL BC	30,00 €
DEF ETUDES PREOP.	1,00/50
PRE REALISATION	1,00/50
PRE VALID	1,00/50
DET+ PRESENCE SUP.	30,00 €
DET+ CR	30,00 €
DET+ PTS ARRETS	30,00 €
DLE	1,00/50
AUE BE	40,00 €
AUE RAPPORT	40,00 €

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 1,00/50 du montant initial de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités diverses concernant les travailleurs détachés ou étrangers :	Forfaitaire	1 000,00 €	A défaut d'affichage, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif. En cas de non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers, le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 1000 euros sur simple constat (et sans mise en demeure préalable). Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.
Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant	Forfaitaire	200,00 €	A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.5 du CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 200 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF ou toute autre personne en capacité de le faire, lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés au CCAG en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est

adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Clauses complémentaires

Clause de non exclusivité

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à d'autres opérateurs économiques que les titulaires de l'accord-cadre pour des besoins occasionnels couverts par le présent accord-cadre pour tout projet couvrant un linéaire supérieur ou égal à 25 mètres pour autant que le montant maxi de l'ensemble de ces besoins soit strictement inférieur à la somme de 40 000€ HT .

19 - Dérogations

ARTICLE	DEROGE A/AUX L'ARTICLE(S) DU CCAG MOE
2	4.1
3.2	3.6.2
3.3	3.6.2
7.3	10 et 16
9.1	11.8.5
11.1	21.2
13	24
14.1	16.2.1, 16.2.2 et 16.2.3
16.1	31